

Loi sur les déclarations des personnes morales 2018

Date de diffusion : septembre 2020



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

Service de renseignements 1-800-635-7943

- | | |
|---------------|----------------|
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |
|---------------|----------------|

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2020

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Table des matières

Introduction	4
Faits saillants	5
Analyse	6
Toutes les branches d'activité	6
Branches d'activité non financières	9
Branches d'activité particulières	13
Fabrication.....	13
Qualité des données, concepts et méthodologie	16
Concepts et indicateurs	16
Champ d'observation	16
Sources des données.....	16
Données sur les pays de contrôle	17
Données financières	17
Période de référence	17
Vérification et imputation.....	17
Estimation.....	18
Confidentialité	18
Exactitude des données.....	18
Révisions	18
Indicateurs clés	18
Concepts clés.....	19
Pays de contrôle.....	19
Changement ayant une incidence sur la comparabilité historique des données	21
Produits connexes	23

Loi sur les déclarations des personnes morales

Introduction

Sous l'autorité du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Statistique Canada applique la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, laquelle requiert la collecte d'information sur la situation financière et la propriété des sociétés exerçant des activités au Canada. Cette information sert à évaluer l'étendue du contrôle de l'économie des sociétés canadiennes par des non-résidents.

En vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, un rapport résumant l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement. Le présent document constitue le rapport de l'année de référence 2018.

Trois composantes sont utilisées dans le rapport pour mesurer le contrôle étranger : l'actif, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation.

- Les mesures du contrôle étranger basées sur l'actif offrent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est plus lente au fil du temps.
- Les mesures basées sur les revenus correspondent à un élément de flux et sont étroitement liées au cycle commercial. Les revenus ont tendance à refléter la situation actuelle des entreprises et, de ce fait, ils sont plus instables que les mesures basées sur l'actif.
- Les bénéfices constituent une mesure de la santé financière et du bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer le rendement et la durabilité de cette dernière.

Les présentes statistiques sont compilées à partir de données sur l'entreprise. Une entreprise peut être soit une société unique, soit un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Le rapport porte sur toutes les entreprises constituées en société au Canada, y compris les entreprises publiques fédérales et provinciales, excluant les entreprises classées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) sous Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55), Organismes religieux (SCIAN 8131), Organisations politiques (SCIAN 81394), Administrations publiques (SCIAN 91) et Fonds et autres instruments financiers (SCIAN 526). Les entreprises publiques sont des entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

L'analyse de l'ensemble des industries est basée sur 21 groupes d'industries qui ont été définis selon le SCIAN.

Les données ont été compilées par macro-région géographique en faisant appel à la structure de la Classification type des pays et des zones d'intérêt (CTPZI 2016).

Faits saillants

- La part des actifs sous contrôle étranger a légèrement diminué, passant de 15,7 % à 15,3 % en 2018. La part des revenus d'exploitation à elle aussi légèrement baissée, passant de 27,8 % à 27,3 %, tandis que celle des bénéfices d'exploitation a augmenté de 0,6 % par rapport à l'année précédente.
- Dans les branches d'activité non financières, la part des actifs sous contrôle étranger a diminué pour passer de 24,0 % l'année précédente à 23,3 % en 2018, son plus bas niveau en 11 ans. La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger a légèrement fléchi pour s'établir à 29 %, tandis que les bénéfices d'exploitation ont augmenté pour atteindre 22,5 %, comparativement à 20,8 % l'année précédente.
- La part des actifs détenus par les entreprises sous contrôle canadien dans l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a affiché une hausse de 0,7 % en 2018. Le pourcentage du total des actifs détenus par les entreprises sous contrôle américain dans cette industrie a diminué de 1,0 %, ce qui a entravé la hausse de 0,7 % enregistrée par les entreprises sous contrôle asiatique. Par conséquent, la part des actifs sous contrôle étranger dans cette industrie a reculé pour passer de 39,0 % l'année précédente à 38,3 %.
- Dans les industries de la finance et des assurances, la part des actifs sous contrôle étranger a légèrement diminué pour passer de 9,3 % en 2017 à 9,1 % en 2018. La part des revenus a baissé, passant de 15,1 % à 14,1 %. La part des bénéfices sous contrôle étranger a également reculé, passant de 10,8 % à 9,8 %.
- Les entreprises sous le contrôle des États-Unis ont continué à détenir la plus grande part globale des actifs sous contrôle étranger au Canada (50,1 %), suivies des entreprises sous le contrôle du Royaume-Uni (11,3 %) et du Japon (6,0 %).

Analyse

Toutes les branches d'activité

En 2018, les entreprises en exploitation au Canada détenaient 14 billions de dollars d'actifs, ont généré des revenus d'exploitation de 4,5 billions de dollars et ont réalisé des bénéfices d'exploitation de 500,3 milliards de dollars. Par rapport à 2017, leurs actifs ont augmenté de 7,4 %, leurs revenus d'exploitation, de 7,0 %, et leurs bénéfices d'exploitation, de 13,4 %.

En 2018, la valeur totale des actifs sous contrôle canadien et celle des actifs sous contrôle étranger ont augmenté, de 7,9 % et de 4,3 %, respectivement. La part des actifs sous contrôle étranger a diminué légèrement, passant de 15,7 % à 15,3 % en 2018.

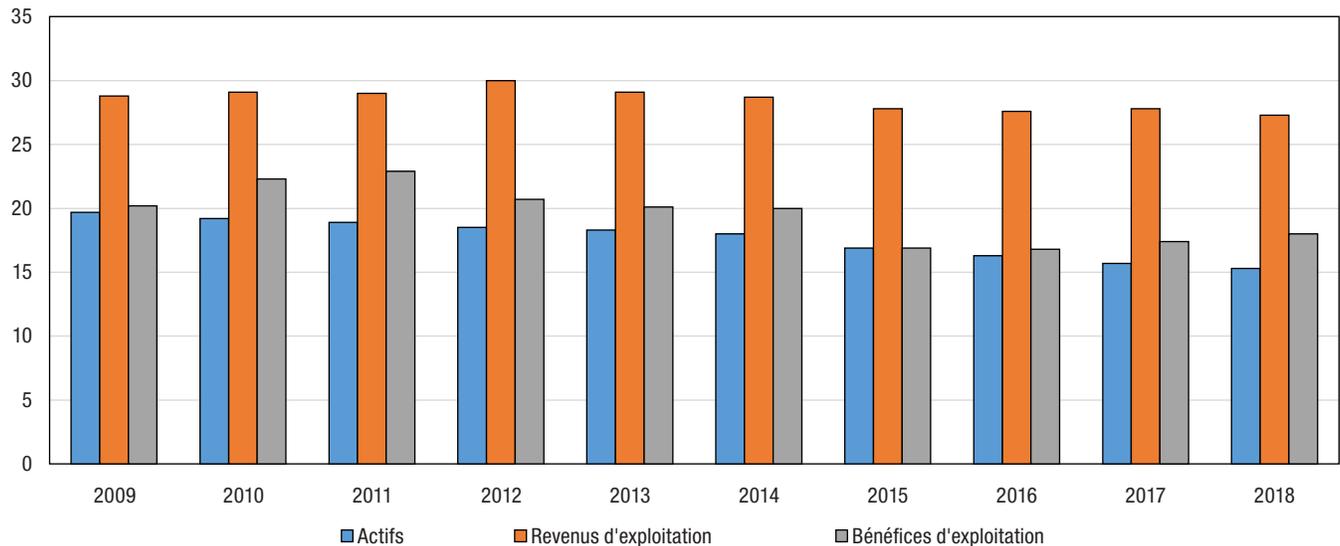
La croissance des revenus sous contrôle étranger a diminué pour passer de 6,9 % à 5,2 %, tandis que la croissance des revenus sous contrôle canadien a augmenté pour atteindre 7,6 % en 2018, comparativement à 6,2 % en 2017. La part des revenus sous contrôle étranger a légèrement diminué pour passer de 27,7 % en 2017 à 27,3 % en 2018.

En 2018, les bénéfices d'exploitation sous contrôle canadien ont augmenté de 12,7 % et ceux sous contrôle étranger, de 17,1 %. La part des bénéfices sous contrôle étranger est passée de 17,4 % en 2017 à 18,0 % en 2018.

Graphique 1

Parts sous contrôle étranger des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation, 2009 à 2018 – Toutes les branches d'activité

pourcentage



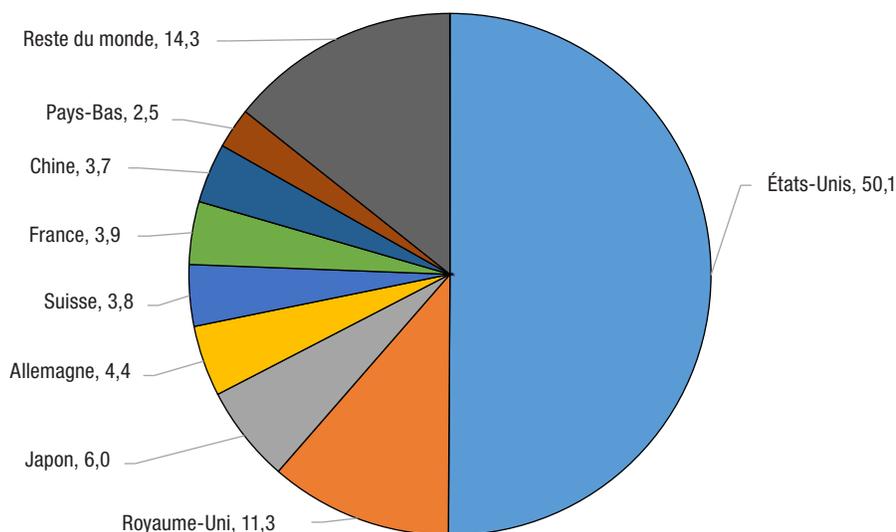
Source : Tableau 33-10-0084-01.

Les déclarations traitées en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* démontrent que les entreprises au Canada sont contrôlées par des entités provenant de plus de 80 pays. Toutefois, huit pays possèdent à eux seuls 85,7 % des actifs sous contrôle étranger. Les entreprises sous contrôle américain détenaient la plus grande part en 2018, celle-ci s'élevant à 50,1 % de tous les actifs sous contrôle étranger.

Graphique 2

Actifs sous contrôle étranger selon le pays, 2018 – Toutes les branches d'activité

pourcentage



Source : Tableau 33-10-0084-01.

Au cours des 10 années précédentes, la part des actifs détenus par les entreprises sous contrôle étranger a diminué de façon constante. Au cours de la même période, la part des actifs des entreprises sous contrôle asiatique a légèrement augmenté, tandis que celle des entreprises sous contrôle américain a diminué.

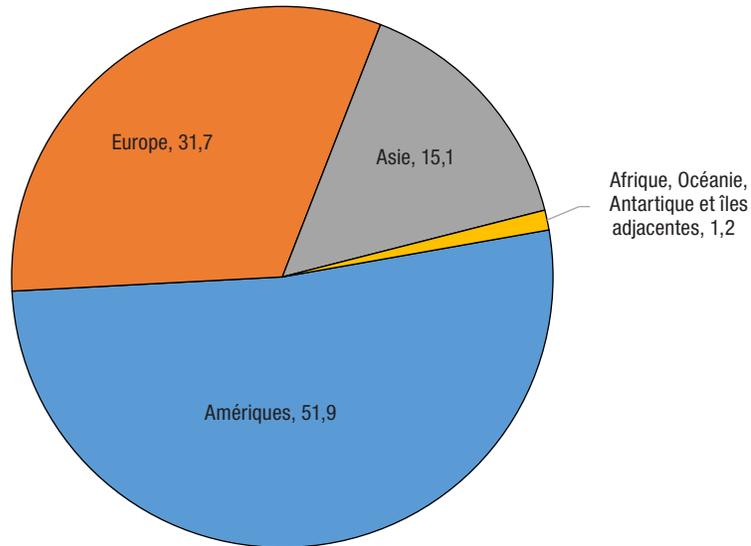
Dans le but de fournir des détails supplémentaires au niveau géographique sur le contrôle étranger au Canada, les données ont été compilées par macro-région et par pays, y compris une catégorie résiduelle pour chaque macro-région. Les macro-régions sont les suivantes :

1. Amériques (excluant le Canada);
2. Europe;
3. Afrique;
4. Asie;
5. Océanie;
6. Antarctique et îles adjacentes.

En 2018, les entreprises de la macro-région des Amériques détenaient plus de la moitié de tous les actifs sous contrôle étranger, suivies des entreprises sous contrôle européen (31,7 %) et de celles sous contrôle asiatique (15,1 %). La part des actifs détenus par les entreprises de la macro-région de l'Asie a augmenté de 0,6 % par rapport à 2017. En ce qui concerne les autres macro-régions, les proportions ont peu varié par rapport à l'année précédente.

Graphique 3**Actifs sous contrôle étranger selon les macro-régions, 2018 – Toutes les branches d'activité**

pourcentage



Source : Tableau 33-10-0084-01.

Tableau 1.1**Total des actifs sous contrôle étranger selon les macro-régions et les pays, 2016 à 2018 – Toutes les branches d'activité**

	Actifs			Actifs		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
	millions de dollars			pourcentage		
Amériques, total (exclus Canada)	1 060 679	1 075 033	1 113 849	52,9	52,3	51,9
États-Unis	1 020 534	1 035 346	1 073 221	50,9	50,4	50,1
Mexique	4 576	4 587	4 512	0,2	0,2	0,2
Brésil	29 975	29 750	30 796	1,5	1,4	1,4
Amériques, autres	5 594	5 349	5 320	0,3	0,3	0,2
Asie, total	276 414	297 096	324 167	13,8	14,5	15,1
Chine	61 753	70 962	78 708	3,1	3,5	3,7
Inde	17 067	17 446	18 824	0,9	0,8	0,9
Japon	111 732	119 195	129 619	5,6	5,8	6,0
Corée du Sud	9 876	11 197	12 371	0,5	0,5	0,6
Asie, autres	75 987	78 296	84 645	3,8	3,8	3,9
Europe, total	636 635	650 652	680 563	31,7	31,7	31,7
France	73 904	75 432	83 473	3,7	3,7	3,9
Allemagne	89 082	87 112	94 901	4,4	4,2	4,4
Royaume-Uni	212 614	231 525	241 732	10,6	11,3	11,3
Italie	18 592	17 945	16 612	0,9	0,9	0,8
Pays-Bas	61 676	50 318	53 464	3,1	2,4	2,5
Suisse	79 429	80 596	80 609	4,0	3,9	3,8
Europe, autres	101 338	107 724	109 772	5,0	5,2	5,1
Océanie, Antarctique et îles adjacentes, total	30 445	28 528	25 067	1,5	1,4	1,2
Australie	29 780	27 646	24 238	1,5	1,3	1,1
Océanie, Antarctique et îles adjacentes, autres	665	882	828	0,0	0,0	0,0
Afrique, total	2 684	3 433	597	0,1	0,2	0,0
Contrôle étranger, total	2 006 857	2 054 740	2 144 243	100,0	100,0	100,0

Branches d'activité non financières

En 2018, les entreprises des branches d'activité non financières détenaient 6,1 billions de dollars d'actifs, ont généré des revenus de 4,0 billions de dollars et ont réalisé des bénéfices de 322,2 milliards de dollars. Même si les branches d'activité non financières représentaient moins de la moitié (43,6 %) du total des actifs au Canada, elles ont généré 88,6 % des revenus et 64,4 % des bénéfices.

Au cours des trois dernières années, les entreprises sous contrôle étranger ont vu leur part des actifs diminuer et leur part des bénéfices augmenter graduellement, tandis que leur part des revenus d'exploitation a peu varié.

En 2018, les actifs détenus par les entreprises sous contrôle canadien ont augmenté de 7,9 %, tandis que ceux des entreprises sous contrôle étranger ont progressé de 4,0 %. Par conséquent, la part des actifs sous contrôle étranger est passée de 24,0 % l'année précédente à 23,3 % en 2018.

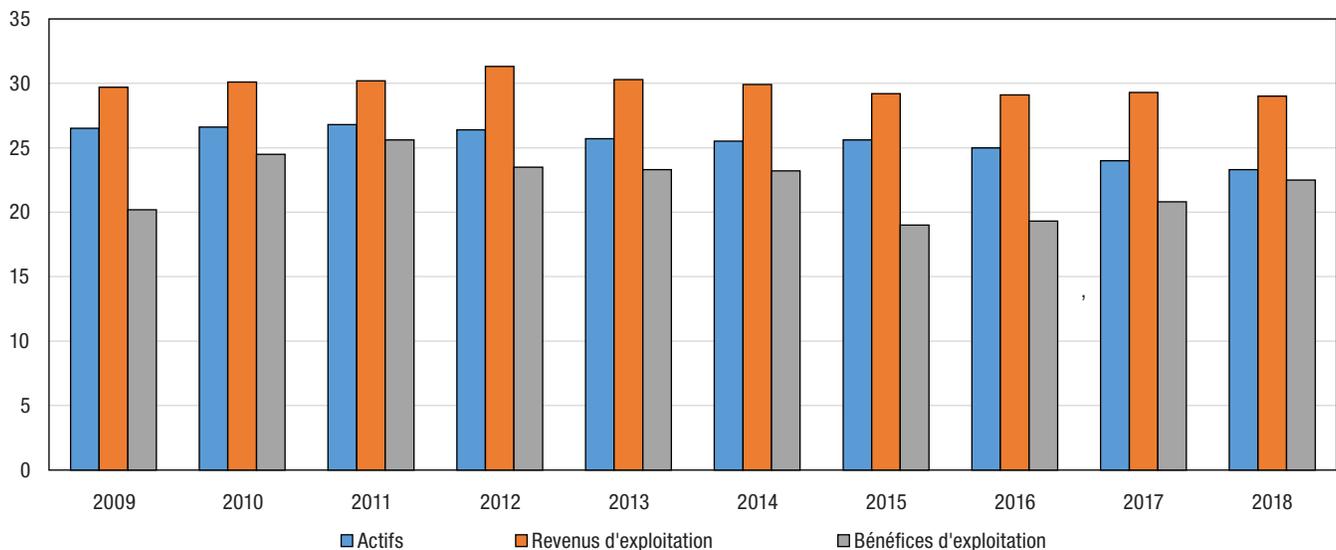
Le total des revenus d'exploitation a progressé en 2018, les revenus des entreprises sous contrôle canadien et ceux des entreprises sous contrôle étranger ayant augmenté de 7,0 % et de 5,4 %, respectivement. La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger a légèrement diminué pour passer de 29,3 % à 29,0 % en 2018.

Le total des bénéfices d'exploitation a augmenté de 11,2 % en 2018. Les bénéfices des branches d'activité non financières sous contrôle canadien et sous contrôle étranger ont augmenté de 8,9 % et de 19,9 %, respectivement. En dollars, les entreprises sous contrôle canadien ont généré 249,8 milliards de dollars, tandis que les entreprises sous contrôle étranger ont généré 72,4 milliards de dollars en 2018. La part des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger a augmenté pour la troisième année consécutive pour s'élever à 22,5 %.

Graphique 4

Parts sous contrôle étranger des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation, 2009 à 2018 – Branches d'activité non-financières

pourcentage



Source : Tableau 33-10-0084-01.

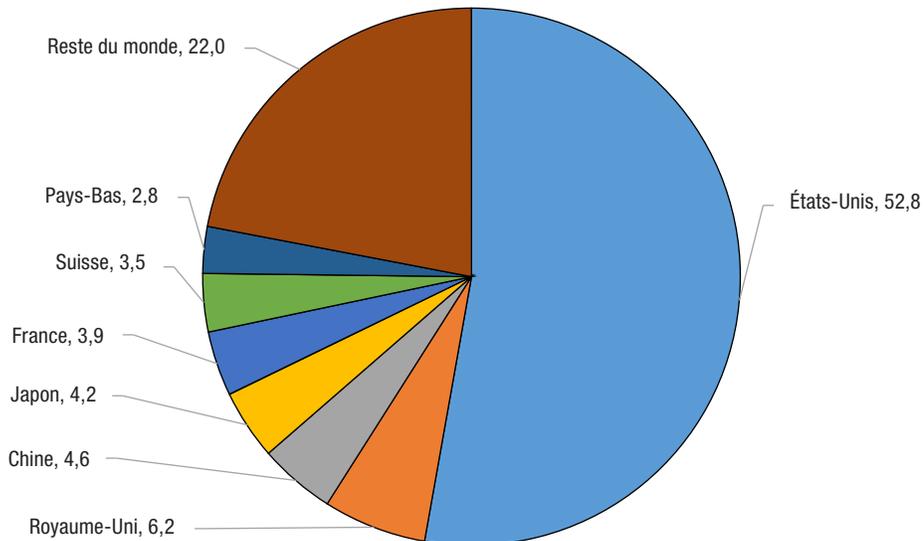
Le commerce de gros, la fabrication et l'extraction de pétrole et de gaz sont les branches d'activité non financières qui ont représenté la plus grande part du contrôle étranger, mesurée en proportion des actifs. La part de l'actif sous contrôle étranger était de 50,6 % pour le commerce de gros, de 47,6 % pour la fabrication et de 38,3 % pour l'extraction de pétrole et de gaz en 2018.

La part des actifs des entreprises sous contrôle étranger dans le secteur non financier est actuellement à son plus bas niveau en 11 ans. Les entreprises sous le contrôle de la macro-région des Amériques détenaient 55,4 % des actifs étrangers en 2018, ce qui représente une légère baisse par rapport à l'année précédente. En outre, la part

des actifs détenus par les entreprises sous le contrôle de la macro-région de l'Europe a légèrement baissé pour s'établir à 27,9 %. La part des actifs des entreprises sous le contrôle de la macro-région de l'Asie a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente pour s'élever à 15,4 %. Les pays dont les entreprises contrôlaient le plus grand nombre d'actifs au Canada sont les États-Unis (52,8 % des actifs sous contrôle étranger), le Royaume-Uni (6,1 %) et la Chine (4,6 %). Les actifs non financiers des entreprises sous contrôle chinois ont dépassé ceux des entreprises sous contrôle japonais pour la première fois en 2016, et ont maintenu leur position depuis.

Graphique 5
Actifs sous contrôle étranger, par pays, 2018 - Branches d'activité non-financières

pourcentage



Source : Tableau 33-10-0084-01.

Tableau 1.2

Total des actifs sous contrôle étranger selon les macro-régions et les pays, 2016 à 2018 – Branches d'activité non financières

	Actifs					
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
	millions de dollars			pourcentage		
Amériques, total (exclus Canada)	749 177	759 153	790 259	55,8	55,4	55,4
États-Unis	713 250	723 699	753 291	53,1	52,8	52,8
Mexique	x	x	x	x	x	x
Brésil	x	x	x	x	x	x
Amériques, autres	2 931	2 690	2 553	0,2	0,2	0,2
Asie, total	195 712	207 697	219 023	14,6	15,2	15,4
Chine	56 173	62 686	66 071	4,2	4,6	4,6
Inde	8 164	8 851	9 813	0,6	0,6	0,7
Japon	54 840	57 352	60 010	4,1	4,2	4,2
Corée du Sud	6 635	7 499	8 093	0,5	0,5	0,6
Asie, autres	69 899	71 309	75 036	5,2	5,2	5,3
Europe, total	377 201	383 980	397 440	28,1	28,0	27,9
France	46 417	50 159	56 217	3,5	3,7	3,9
Allemagne	44 824	46 931	50 928	3,3	3,4	3,6
Royaume-Uni	84 073	88 954	87 794	6,3	6,5	6,2
Italie	x	13 889	12 421	x	1,0	0,9
Pays-Bas	49 655	36 780	39 222	3,7	2,7	2,8
Suisse	43 039	47 918	49 163	3,2	3,5	3,4
Europe, autres	x	99 348	101 696	x	7,2	7,1
Océanie, Antarctique et îles adjacentes, total	x	x	x	x	x	x
Australie	17 070	15 606	17 871	1,3	1,1	1,3
Océanie, Antarctique et îles adjacentes, autres	x	x	x	x	x	x
Afrique, total	x	x	x	x	x	x
Contrôle étranger, total	1 342 508	1 370 641	1 425 909	100,0	100,0	100,0

x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique***Branches d'activité financières et assurances**

En 2018, les entreprises du secteur financier détenaient 7,9 billions de dollars d'actifs, ont généré 509,5 milliards de dollars en revenus et ont réalisé des bénéfices de 178,1 milliards de dollars. Ces chiffres représentaient respectivement 56,4 %, 11,4 % et 35,6 % du total des actifs, des revenus et des bénéfices.

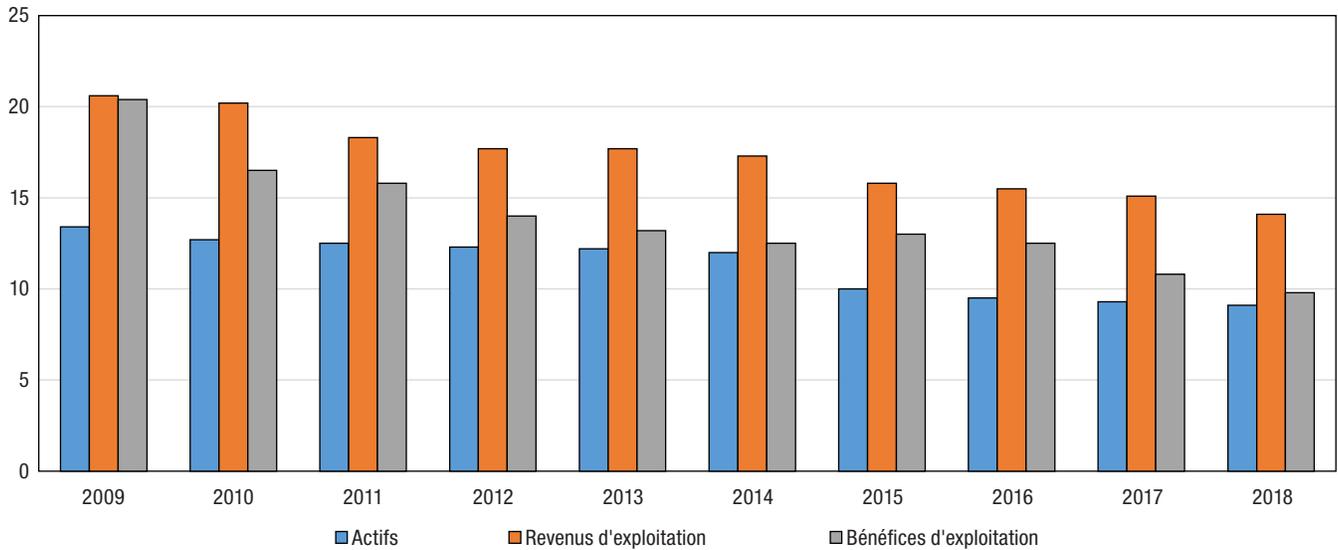
Les entreprises dans ces branches d'activité sont majoritairement sous contrôle canadien : elles détenaient 90,9 % du total des actifs en 2018, et ont affiché une croissance de leurs actifs de 8,0 % par rapport à l'année précédente. La part des actifs détenus par les entreprises sous contrôle étranger a légèrement diminué (-0,2 %) par rapport à 2017.

Les revenus des entreprises sous contrôle canadien ont augmenté de 12 % en 2018, tandis que ceux des entreprises sous contrôle étranger ont progressé de 2,8 %. La part des revenus sous contrôle étranger a légèrement diminué pour passer de 15,1 % l'année précédente à 14,1 % en 2018.

Les bénéfices d'exploitation des entreprises sous contrôle canadien ont augmenté de 19 %, tandis que ceux des entreprises sous contrôle étranger ont progressé de 6,8 %. La part des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger s'est établie à 9,8 %, en baisse par rapport à 10,8 % en 2017.

Graphique 6
Parts sous contrôle étranger des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation, 2009 à 2018 – Branches d'activité financières

pourcentage

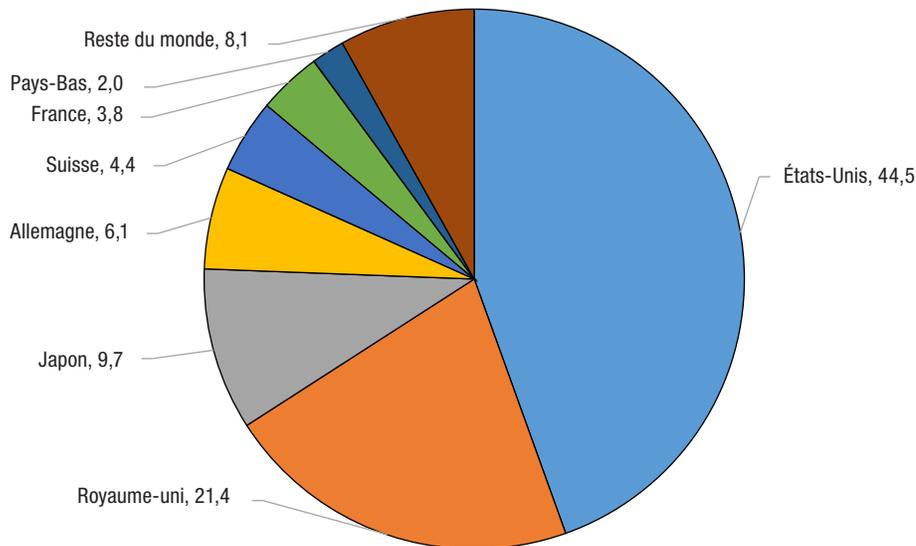


Source : Tableau 33-10-0084-01.

Parmi l'ensemble des branches d'activité financières, celle de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts était et demeure celle qui comporte le niveau de contrôle étranger le plus élevé. Les pays dont les entreprises contrôlaient le plus grand nombre d'actifs financiers étrangers sont les États-Unis (44,5 %), le Royaume-Uni (21,4 %) et le Japon (9,7 %).

Graphique 7
Actifs sous contrôle étranger, par pays, 2018 - Branches d'activité financières

pourcentage



Source : Tableau 33-10-0084-01.

Tableau 1,3

Total des actifs sous contrôle étranger selon les macro-régions et les pays, 2016 à 2018 – Branches d'activité financières

	Actifs					
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
	millions de dollars			pourcentage		
Amériques, total (exclus Canada)	311 503	315 880	323 589	46,9	46,2	45,0
États-Unis	307 284	311 648	319 930	46,3	45,6	44,5
Mexique	x	x	x	x	x	x
Brésil	x	x	x	x	x	x
Amériques, autres	2 663	2 659	2 767	0,4	0,4	0,4
Asie, total	80 703	89 398	105 143	12,1	13,1	14,6
Chine	5 580	8 275	12 637	0,8	1,2	1,8
Inde	8 903	8 596	9 010	1,3	1,3	1,3
Japon	56 891	61 843	69 609	8,6	9,0	9,7
Corée du Sud	3 241	3 697	4 279	0,5	0,5	0,6
Asie, autres	6 088	6 987	9 609	0,9	1,0	1,3
Europe, total	259 434	266 672	283 123	39,1	39,0	39,4
France	27 487	25 273	27 257	4,1	3,7	3,8
Allemagne	44 258	40 181	43 973	6,7	5,9	6,1
Royaume-Uni	128 541	142 571	153 938	19,3	20,8	21,4
Italie	x	4 056	4 192	x	0,6	0,6
Pays-Bas	12 021	13 537	14 242	1,8	2,0	2,0
Suisse	36 390	32 678	31 446	5,5	4,8	4,4
Europe, autres	x	8 376	8 075	x	1,2	1,1
Océanie, Antarctique et îles adjacentes, total	x	x	x	x	x	x
Australie	12 710	12 040	6 368	1,9	1,8	0,9
Océanie, Antarctique et îles adjacentes, autres	x	x	x	x	x	x
Afrique, total	x	x	x	x	x	x
Contrôle étranger, total	664 349	684 099	718 333	100,0	100,0	100,0

x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique

Branches d'activité particulières

Commerce de gros

En 2018, les entreprises de l'industrie du commerce de gros détenaient 499,3 milliards de dollars d'actifs, ce qui représente une augmentation de valeur de 7,7 % par rapport à l'année précédente. Les actifs des grossistes sous contrôle canadien ont augmenté de 12,9 % et ceux des grossistes sous contrôle étranger, de 2,9 %. Par conséquent, la part des actifs détenus par des entreprises sous contrôle étranger a diminué pour se fixer à 50,6 %. Depuis 2015, le commerce de gros a été la seule industrie dans le secteur non financier dont plus de la moitié des actifs sont détenus par des entreprises sous contrôle étranger.

Les revenus et les bénéfices d'exploitation de l'industrie du commerce de gros ont également augmenté, tant pour les entreprises sous contrôle canadien que celles sous contrôle étranger. Au total, les revenus ont progressé de 6,4 % et les bénéfices d'exploitation, de 14,0 %. La part des revenus et celle des bénéfices d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger ont légèrement fléchi pour s'établir à 45,3 % et à 41,3 %, respectivement.

Les pays dont les entreprises contrôlaient le plus grand nombre d'actifs sont les États-Unis (54,6 % des actifs sous contrôle étranger), le Royaume-Uni (8,8 %), le Japon (8,5 %) et l'Allemagne (7,0 %).

Fabrication

En 2018, les entreprises de l'industrie de la fabrication détenaient 1,0 billion de dollars d'actifs, ce qui représente une augmentation de valeur de 7,7 % par rapport à l'année précédente. Les actifs des fabricants sous contrôle canadien ont augmenté de 10,6 % et ceux des fabricants sous contrôle étranger, de 4,8 %. Par conséquent, la part des actifs détenus par les entreprises sous contrôle étranger a diminué pour passer de 49,0 % à 47,6 %.

Les revenus et les bénéfices d'exploitation de l'industrie de la fabrication ont également augmenté, tant pour les entreprises sous contrôle canadien que pour celles sous contrôle étranger. Au total, les revenus ont progressé de 5,1 % et les bénéfices d'exploitation, de 13,8 %. La part des revenus générés par les entreprises sous contrôle

étranger a légèrement diminué pour s'établir à 53,7 %, et la part des bénéfices réalisés par les entreprises sous contrôle étranger a légèrement augmenté pour passer de 53,5 % en 2017 à 54,0 % en 2018.

Les pays dont les entreprises contrôlaient le plus grand nombre d'actifs sont les États-Unis (56,9 % des actifs sous contrôle étranger) et le Royaume-Uni (7,3 %).

Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien

En 2018, les entreprises de l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz et des activités de soutien détenaient 701,5 milliards de dollars d'actifs, ce qui représente une diminution de 1,9 % par rapport à l'année précédente. Les actifs des entreprises sous contrôle canadien ont diminué de 0,1 %, tandis que ceux des entreprises sous contrôle étranger ont baissé de 3,6 %. Par conséquent, la part des actifs détenus par les entreprises sous contrôle étranger a reculé pour s'établir à 38,3 %, comparativement à 39,0 % l'année précédente.

Les revenus dans l'ensemble de l'industrie ont augmenté de 11,6 %, et les bénéfices d'exploitation ont progressé de 620 % en 2018, ce qui a compensé une partie des baisses enregistrées au cours des dernières années. Pour la première fois depuis 2014, les entreprises sous contrôle étranger de cette industrie ont affiché des bénéfices positifs, ayant généré 1,48 milliard de dollars en 2018. Les entreprises sous contrôle canadien ont presque doublé leurs bénéfices d'exploitation, lesquels sont passés de 4,3 milliards de dollars à 8,3 milliards de dollars en 2018.

Les pays dont les entreprises contrôlaient le plus grand nombre d'actifs sont les États-Unis (32,1 % des actifs sous contrôle étranger) et la Chine (21,1 %). À l'échelon des macro-régions, les entreprises en Asie détenaient 41,2 % des actifs des entreprises sous contrôle étranger, et les entreprises en Europe en détenaient 22,6 %.

Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

Les entreprises de l'industrie de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts détenaient 462 milliards de dollars d'actifs en 2018, ce qui représente une hausse de 1,5 % par rapport à l'année précédente. La valeur des actifs détenus par les entreprises sous contrôle canadien a augmenté de 2,1 %, tandis que celle des actifs détenus par les entreprises sous contrôle étranger a progressé de 0,4 % pour atteindre 188 milliards de dollars. Parmi les branches d'activité financières, l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts comptait la plus grande part d'entreprises sous contrôle étranger, détenant 40,7 % d'actifs sous contrôle étranger. Aucune autre industrie du secteur financier n'avait plus de 15 % de ses actifs sous contrôle étranger.

Les revenus des entreprises d'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts sous contrôle canadien ont augmenté de 19,4 %, dépassant la croissance des revenus des entreprises sous contrôle étranger, lesquels ont progressé de 7,7 %. Par conséquent, la part des revenus des entreprises sous contrôle étranger a diminué de 2,5 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 46,9 %.

Les bénéfices des entreprises d'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts sous contrôle canadien ont augmenté de 15,8 %, tandis que ceux des entreprises sous contrôle étranger ont progressé de 10,8 %. La part des bénéfices réalisés par les entreprises sous contrôle étranger a diminué pour passer de 43,9 % en 2017 à 42,9 % en 2018.

Les pays dont les entreprises contrôlaient le plus grand nombre d'actifs sont les États-Unis (47,6 % des actifs sous contrôle étranger) et l'Allemagne (15,1 %).

Tableau 2
Actifs total et parts sous contrôle étranger, par branches d'activité, de 2016 à 2018

	Actifs total			Actifs sous contrôle étranger		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
	millions de dollars			pourcentage		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	152 637	167 767	203 831	1,6	2,2	2,3
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	644 679	715 107	701 577	44,1	39,0	38,3
Extraction minière et exploitation en carrière	236 188	276 302	291 373	26,8	25,8	25,0
Services publics	395 378	410 411	446 409	6,2	2,1	4,5
Construction	332 360	354 530	390 304	7,3	7,3	6,2
Fabrication	991 604	960 668	1 035 112	47,0	49,0	47,6
Commerce de gros	430 281	463 842	499 347	52,7	52,9	50,6
Commerce de détail	291 466	310 223	315 959	26,5	25,8	25,5
Transport et entreposage	341 603	417 748	455 366	5,6	5,9	6,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	246 017	269 233	277 737	8,2	8,0	8,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	684 978	722 703	777 943	5,8	5,5	5,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	231 928	250 910	286 717	22,3	21,4	22,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	105 862	107 426	118 098	18,0	18,2	16,3
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	108 693	117 113	128 710	1,4	2,6	2,7
Arts, spectacles et loisirs	39 567	39 947	40 881	15,5	15,3	15,6
Services d'hébergement et de restauration	72 069	78 135	84 751	11,8	13,5	13,8
Réparation, entretien et services personnels	61 628	56 234	63 168	12,1	12,8	12,2
Total des branches d'activité non financières	5 366 937	5 718 300	6 117 283	25,0	24,0	23,3
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	449 071	455 339	461 955	45,2	41,1	40,7
Sociétés d'assurance et activités connexes	1 263 489	1 275 415	1 280 555	9,5	9,8	10,3
Autres industries financières	954 187	1 106 880	1 312 165	12,7	13,2	11,5
Autres intermédiaires financiers	4 290 402	4 502 833	4 851 641	5,1	5,0	5,1
Total des branches d'activité financières et assurances	6 957 149	7 340 466	7 906 315	9,5	9,3	9,1
Total, toutes les branches d'activité	12 324 086	13 058 765	14 023 599	16,3	15,7	15,3

Conformément à l'initiative de modernisation de Statistique Canada, l'ensemble complet des tableaux statistiques peut être visualisé en format interactif sur notre site [Web](#).

Veillez consulter le [tableau 33-10-0084-01](#) « Entreprises étrangères au Canada, selon les variables financières et le pays de contrôle » pour obtenir plus de renseignements.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Concepts et indicateurs

La présente section décrit les méthodes et les concepts fondamentaux nécessaires à la compréhension des données de ce rapport.

Champ d'observation

Les données de la présente publication portent sur des entreprises statistiques. Une entreprise est soit une société unique, soit un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Les entreprises sont classées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2017. Un code à six chiffres du SCIAN est attribué à chaque entreprise, en deux étapes. Premièrement, un code du SCIAN est attribué à chaque établissement appartenant à une entreprise. On attribue ensuite à l'entreprise le code du SCIAN pour la branche d'activité qui représente la plus grande part de la valeur ajoutée de l'ensemble des établissements compris dans l'entreprise. Aux fins de publication des données, les données des entreprises classées selon un code à six chiffres du SCIAN ont été agrégées en 21 groupes, tels que l'extraction minière et la fabrication (tableau D1).

Les statistiques dans le présent rapport portent sur toutes les entreprises constituées en société au Canada, y compris les entreprises publiques fédérales et provinciales, excluant les entreprises classées sous Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55), Organismes religieux (SCIAN 8131), Organisations politiques (SCIAN 81394), Administrations publiques (SCIAN 91) et Fonds et autres instruments financiers (SCIAN 526). Les entreprises publiques sont des entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

Tableau D1

Niveau de regroupement de la publication

	NAICS 2017
Branches d'activité non financières	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	211, 213
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	212
Services publics	22
Construction	23
Fabrication	31, 032, 33
Commerce de gros	41
Commerce de détail	44, 45
Transport et entreposage	48, 49
Industrie de l'information et industrie culturelle	51
Services immobiliers et services de location et de location à bail	53
Services professionnels, scientifiques et techniques	54
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	56
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	61, 62
Arts, spectacles et loisirs	71
Services d'hébergement et de restauration	72
Réparation, entretien et services personnels	811, 812, 813
Branches d'activité financières et assurances	
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	5222
Sociétés d'assurance et activités connexes	524
Autres industries financières	5223, 523
Autres intermédiaires financiers	5211, 5221

Sources des données

Le rapport produit en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* porte tout particulièrement sur l'entreprise statistique. Il est basé sur un ensemble de données qui relie l'information sur le pays de contrôle obtenue au niveau de l'entité juridique et les données financières compilées au niveau de l'entreprise

par les responsables du programme des Statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI).

Données sur les pays de contrôle

Les données sur les pays de contrôle sont tirées des déclarations de propriété produites annuellement par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* et déposées auprès de Statistique Canada ainsi que des renseignements tirés des dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada.

Statistique Canada recueille des renseignements sur la propriété auprès des entreprises constituées en société au Canada dont les revenus bruts dépassent 200 millions de dollars, dont l'actif dépasse 600 millions de dollars, ou dont la dette à long terme ou les capitaux propres détenus par les non-résidents dépassent 1 million de dollars en valeur comptable. Ces renseignements servent à établir les liens entre les sociétés mères et leurs filiales, à dégager la structure de parenté des sociétés et à déterminer le pays de contrôle principal. Aux renseignements sur la propriété viennent s'ajouter des recherches dans d'autres sources publiques, y compris les sites Web, les gazettes, les coupures de presse ainsi que les registres des entreprises des administrations fédérales et provinciales.

Statistique Canada a recours aux renseignements obtenus de l'Agence du revenu du Canada pour déterminer le pays de contrôle des sociétés dont les actifs, les revenus et les capitaux propres ou la dette sont en deçà des seuils établis pour la collecte des données sur la propriété. Ces entreprises ont habituellement une structure d'entreprise simple et sont en grande partie sous contrôle canadien. Ces dossiers administratifs se retrouvent dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Données financières

Dans le programme des Statistiques financières et fiscales des entreprises de la DOFI, les trois sources de données financières suivantes sont réunies de manière à permettre de recenser les 1 905 150 entreprises qui sont comprises dans la population cible pour 2018. Les données annualisées du Relevé trimestriel des états financiers de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie ont fourni des données consolidées sur 4 455 entreprises de très grande taille. La Division de la statistique du secteur public a fourni des données sur 116 entreprises publiques provinciales et fédérales. La Division des données fiscales a fourni des renseignements financiers sur les autres entreprises à partir des déclarations de revenus des sociétés T2 et de l'Index général des renseignements financiers (IGRF).

Période de référence

Les séries présentées dans le présent rapport visent à englober les activités des entreprises au cours d'une période de référence correspondant à une année civile. Les données dérivées du Relevé trimestriel des états financiers correspondent approximativement à l'année civile. Les données sur les entreprises publiques correspondent à leur période d'exercice et couvrent le plus souvent la période d'avril à mars des exercices des administrations publiques. Les données administratives utilisées proviennent de l'Agence du revenu du Canada et sont basées sur les états financiers produits par les sociétés avec leurs déclarations de revenus pour les exercices qui se sont terminés dans l'année civile. Toutefois, à compter de la diffusion des données de 2004, ce sont plutôt les données tirées des déclarations de revenus pour les exercices ayant cours d'avril à mars qui ont été incluses, de manière à mieux correspondre à l'activité des entreprises au cours de l'année civile.

Vérification et imputation

Sur le plan de l'enregistrement, plusieurs vérifications sont effectuées sur les données financières pour évaluer leur cohérence interne et identifier les valeurs extrêmes. On procède également à des vérifications pour s'assurer qu'un code de pays de contrôle a été attribué aux enregistrements de données financières et que ces renseignements sont exacts.

On utilise deux méthodes pour effectuer l'imputation pour la non-réponse totale. La méthode privilégiée et communément adoptée consiste à utiliser des données historiques sur les unités de non-réponse et sur les tendances actuelles des principales caractéristiques d'unités analogues. Lorsque l'information historique n'est

pas disponible, comme dans le cas de nouvelles unités, un donneur de taille et de type d'industrie similaires est substitué à l'unité manquante.

Les variations annuelles des données financières mises en tableaux sont examinées selon l'industrie et le pays de contrôle. Les variations les plus importantes sont étudiées en profondeur et des mises à jour sont apportées aux données financières sur le pays de contrôle au besoin. En outre, ces données sont analysées du point de vue de la comparabilité avec les tendances dans les séries de données connexes de Statistique Canada et avec les tendances générales dans l'économie.

Estimation

Les données annuelles sur chaque entreprise comprise dans la population d'intérêt sont obtenues de l'une des trois sources de données. Les estimations sont dérivées de la totalisation des données sur les entreprises dans cette population. Ces estimations sont produites et publiées selon l'industrie et le pays de contrôle.

Du fait de certaines contraintes de déclaration des données financières, les données sur les entreprises du secteur des assurances n'ont pu être obtenues à partir de sources administratives. Par conséquent, les estimations pour cette industrie sont calculées à partir des estimations pondérées du Relevé trimestriel des états financiers.

Confidentialité

La confidentialité des statistiques financières est protégée par les dispositions de la *Loi sur la statistique*.

Ainsi, ces données sont diffusées uniquement sous une forme agrégée et font l'objet de diverses vérifications de la confidentialité avant d'être diffusées, de manière à empêcher la publication ou la divulgation de toute information jugée confidentielle. Au besoin, des données sont supprimées pour empêcher la divulgation directe ou par recoupement de données reconnaissables.

La divulgation directe pourrait avoir lieu lorsque la valeur figurant dans une cellule d'un tableau ne correspond qu'à quelques répondants ou que la cellule est dominée par un petit nombre d'entreprises. La divulgation par recoupement pourrait avoir lieu lorsque de l'information confidentielle peut être obtenue indirectement en regroupant de l'information de différentes sources ou séries de données.

Exactitude des données

Même si des efforts considérables sont déployés pour appliquer des normes élevées à l'ensemble des opérations de collecte et de traitement, les estimations qui en découlent sont inévitablement sujettes à un certain degré d'erreur. Dans l'information statistique, il y a deux types d'erreurs, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont le seul type d'erreur qui s'applique au présent programme, étant donné que les estimations sont basées sur un recensement de la population et non sur un échantillon (sauf pour le secteur des assurances).

Les erreurs non dues à l'échantillonnage peuvent provenir de diverses sources de données et sont difficiles à mesurer. Au nombre de ces erreurs, il y a les erreurs de réponse, comme les lacunes dans l'information fournie par les sociétés dans leurs déclarations de revenus, et les irrégularités de traitement, comme le codage erroné de l'industrie dans laquelle se classe une entreprise.

Révisions

Les données annuelles les plus récentes dans le présent rapport font l'objet d'une politique de révision d'une année. Ces données peuvent être révisées de manière à inclure des renseignements modifiés ou de l'information déclarée par les répondants qui est reçue après la fin d'un cycle de collecte.

Indicateurs clés

L'**actif total** est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles une entreprise exerce un certain contrôle : encaisse et dépôts; comptes débiteurs et produits courus; stocks; placements et comptes avec les sociétés

mères, les filiales et les sociétés affiliées; investissements de portefeuille; prêts consentis à d'autres entreprises; et immobilisations.

Les **revenus d'exploitation** sont le produit de la vente de biens et de services; de location et de location-exploitation; et le produit de commissions, de droits de franchisage et de redevances.

Les **dépenses d'exploitation** sont le coût des biens et des services considéré comme facteur de production; les salaires et traitements; la quote-part patronale dans les régimes d'avantages sociaux des salariés; les contributions indirectes; et les frais de dépréciation, d'amortissement financier et d'épuisement des bâtiments, des machines et des ressources naturelles.

Les **bénéfices d'exploitation** sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation.

Concepts clés

Entreprise statistique

Une entreprise est soit une société unique, soit un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle pour lequel des états financiers consolidés sont produits. Dans le contexte de cette publication, les mots « entreprise » et « société » sont utilisés de façon interchangeable.

Participation majoritaire

La participation majoritaire d'une entreprise, appelée le contrôle de l'entreprise, peut venir d'un particulier, d'un groupe lié, d'une société ou d'une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées des filiales. Une entreprise à sociétés multiples comprend une ou plusieurs filiales. Une société non contrôlée par une autre société et ne contrôlant pas à son tour une autre société est appelée une entreprise à société unique.

Contrôle des sociétés

Il est question de contrôle d'une société s'il y a la possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Dans bien des cas où l'on parle d'une situation de contrôle, les sociétés peuvent néanmoins jouir d'une autonomie considérable dans l'exercice de leurs activités financières, commerciales ou opérationnelles. Le **contrôle majoritaire** est exercé par un particulier, un groupe ou une société si plus de la moitié des actions donnant droit de vote dans une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sûreté, par les soins de ce particulier, de ce groupe ou de cette société, ou à leur bénéfice respectif. Dans le cas des options irrévocables ou des droits d'acquisition d'actions, on calcule les participations avec droit de vote comme si toutes les options avaient été exercées.

Le **contrôle effectif** d'une société s'exerce par des moyens autres que celui de la propriété de la majorité des actions donnant droit de vote. L'évaluation d'une situation de contrôle effectif peut être basée sur l'une des règles suivantes :

- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi des administrateurs d'une société de fiducie ou d'une succession, ou s'ils font aussi partie d'un groupe lié, la société en question est effectivement contrôlée par cette société de fiducie, cette succession ou ce groupe lié.
- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi les administrateurs d'une autre société, et que celle-ci est propriétaire d'une partie appréciable de ses actions donnant droit de vote, on juge que la première est sous le contrôle effectif de la seconde.
- Si une société reconnaît en contrôler une autre, cette reconnaissance suffit à l'attribution du contrôle effectif.

Pays de contrôle

Le plus souvent, lorsqu'on parle de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger. Chaque filiale d'une entreprise internationale est assignée au même pays de contrôle que sa société mère. Une société dont les actions avec droit de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle

canadien et étranger est sous contrôle canadien. Si deux sociétés sous contrôle étranger possèdent, à parts égales, les actions avec droit de vote d'une société installée au Canada, on désigne le pays de contrôle selon un ordre de préséance des pays de contrôle basé sur le niveau global de contrôle étranger au Canada. À titre d'exemple, les États-Unis ont préséance sur tous les autres pays étrangers parce qu'ils ont le plus haut niveau global de contrôle étranger au Canada.

Changement ayant une incidence sur la comparabilité historique des données

On trouvera ci-dessous les résumés des principaux changements apportés à la couverture, à la classification, aux concepts et aux méthodes depuis l'année de référence 1999 qui peuvent avoir une incidence sur la comparabilité des données obtenues en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* au fil du temps. L'année associée à chaque changement indique l'année de référence des données à laquelle le changement a été appliqué pour la première fois.

Mise en œuvre en 2017 de la CTPZI 2016

À compter de l'année de référence 2017, les données ont été compilées par macro-région géographique en utilisant la structure de la Classification type des pays et des zones d'intérêt (CTPZI) 2016. La principale répercussion est l'ajout de regroupements résiduels pour chaque macro-région, ce qui permet d'avoir des données plus précises plutôt qu'une grande catégorie « Autre étranger ». Une autre répercussion est l'abandon de l'Union européenne en tant que regroupement. L'utilisation d'une macro-région géographique de l'Europe permet une comparaison plus pertinente au fil du temps. Les données ont été extrapolées rétrospectivement jusqu'en 2008 pour permettre une comparaison sur dix ans dans le cadre des nouveaux regroupements.

Changements apportés en 2014 au Règlement de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*

À partir de l'année de référence 2014, les seuils de déclaration au-delà desquels les personnes morales doivent produire des déclarations en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ont été révisés. Comme le stipule le Règlement, les nouveaux seuils sont : revenus bruts excédant 200 millions de dollars, actifs excédant 600 millions de dollars ou actifs en actions étrangères excédant une valeur comptable de 1 million de dollars. L'influence sur les niveaux de contrôle étranger dans la présente publication est minime.

2013 Note méthodologique

Les estimations du programme comprennent seulement les unités auxquelles un code SCIAN valide a été attribué dans la base de données du Registre des entreprises de Statistique Canada. Depuis la diffusion des données de l'année de référence 2013, plusieurs unités auxquelles un code d'industrie n'avait pas été attribué ont été ajoutées à la base de données en fonction du code SCIAN qu'elles ont indiqué sur leur déclaration de revenus. Il s'agissait surtout de petites unités n'ayant pas déjà été classées dans le Registre des entreprises. Ce changement a entraîné une hausse appréciable du nombre d'entreprises couvertes par le programme.

2013 Changement à la définition de l'Union européenne

Depuis l'année de référence 2013, les statistiques pour l'Union européenne (UE) englobent 28 pays en raison de l'ajout de la Croatie à l'UE. Les données de ce pays étaient incluses auparavant dans les estimations de la catégorie de contrôle des Autres pays étrangers.

2011 Introduction du SCIAN 2012

À partir de l'année de référence 2011, les statistiques selon l'industrie sont compilées en se fondant sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2012. Les données sont publiées à un niveau agrégé, ce qui fait que cela n'a pas d'effet sur leur comparabilité historique.

2007 Changement à la définition de l'Union européenne

Depuis l'année de référence 2007, les statistiques pour l'Union européenne (UE) englobent 27 pays en raison de l'ajout de la Bulgarie et de la Roumanie. Les données de ces pays étaient incluses auparavant dans les estimations de la catégorie de contrôle des Autres pays étrangers.

2006 Introduction de SCIAN 2007

Depuis l'année de référence 2006, les statistiques selon la branche d'activité ont été compilées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2007. Les données pour les années de référence de 1999 à 2005 ont été révisées afin de refléter ce nouveau système de classification.

2006 Perfectionnement du concept de pays de contrôle

Depuis l'année de référence 2006, le pays de contrôle a été assigné aux entreprises selon le pays de résidence de leur société mère plutôt que selon le pays où sont détenues la majorité des actions avec droit de vote de l'entreprise. Lorsque les données provisoires de 2006 ont été diffusées, les données pour les années de référence de 1999 à 2005 ont été révisées afin de refléter la nouvelle méthode utilisée pour déterminer le pays de contrôle, les améliorations techniques et les déclarations tardives.

En ce qui concerne le Total de toutes les branches d'activité, l'utilisation de la nouvelle méthode pour déterminer le pays de contrôle pour les données de 1999 à 2005 a entraîné une faible augmentation du niveau d'actifs sous contrôle canadien comparativement aux statistiques pour les mêmes années établies selon la méthode précédente. En moyenne, au cours de la période allant de 1999 à 2005, les actifs sous contrôle canadien étaient de 1,9 % plus élevés suivant la nouvelle méthode utilisée pour déterminer le pays de contrôle plutôt que l'ancienne méthode.

2004 Changement à la définition de l'Union européenne

Depuis l'année de référence 2004, les statistiques pour l'Union européenne (UE) englobent 25 pays en raison de l'ajout des dix pays suivants à l'UE : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Avant l'année de référence 2004, l'UE comprenait les pays suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

2003 Introduction de SCIAN 2002

Depuis l'année de référence 2003, les statistiques selon la branche d'activité ont été compilées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2002. Les données pour les années de référence de 1999 à 2002 ont été révisées afin de refléter ce nouveau système de classification.

1999 Introduction de SCIAN 1997

Depuis l'année de référence 1999, les statistiques selon la branche d'activité ont été compilées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997. Pour les périodes de référence allant de 1988 à 1998 inclusivement, les statistiques ont été compilées selon la Classification type des industries pour compagnies et entreprises (CTI-C 1980). Avant 1988, on utilisait la Classification type des industries pour établissements de 1960.

1997 Changement à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* s'appelait anciennement *Loi sur la déclaration des personnes morales et des syndicats* (CALURA). La première version de CALURA est entrée en vigueur en 1962, date depuis laquelle Statistique Canada présente des rapports annuels au Parlement. Le Parlement a officiellement modifié cette loi à compter de janvier 1999 en éliminant la nécessité pour les syndicats ouvriers de lui faire rapport.

Produits connexes

Sélection de tableaux de données de Statistique Canada

33-10-0033-01	Entreprises sous contrôle étranger au Canada, selon les variables financières et le type d'industrie
33-10-0005-01	Entreprises sous contrôle étranger au Canada, nombre selon la tranche de revenu d'exploitation
33-10-0084-01	Entreprises sous contrôle étranger au Canada, selon les variables financières et le pays de contrôle
33-10-0006-01	Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le type d'industrie
33-10-0218-01	Représentation des hommes et des femmes au sein des conseils d'administration

Sélection de publications de Statistique Canada

61-517-X	Liens de parenté entre sociétés
11-621-M	Analyse en bref – Entreprises multinationales au Canada
11-621-M	Analyse en bref – Étude de l'importance des sociétés sous contrôle asiatique au Canada
11-627	Infographique – Les femmes dans les entreprises canadiennes : Qui retrouvons-nous au sommet?

Sélection de programmes d'enquête de Statistique Canada

2503	<i>Loi sur les déclarations des personnes morales</i>
2510	Statistiques financières et fiscales des entreprises
